



**Le sénateur Mochiggle soutient que la condamnation du Parlement européen par Niat Njifenji est une "hypocrisie".**

Ce sénateur SDF de la circonscription de la Mezam (Nord-Ouest) ne partage pas la réaction du Président du Sénat, Marcel Niat Njifenji, suite à une résolution du Parlement européen sur le Cameroun.

*«Il est ridicule que le Président du Sénat et ses amis du RDPC, le parti au pouvoir, prétendent réagir sur une question qu'ils ont fermement refusée de débattre au Sénat, en séance plénière et à huis clos», regrette le sénateur Vanigansen Mochiggle.*

*« Ils ont refusé d'écouter ceux d'entre nous qui venons du terrain et qui viennent directement de la zone touchée. Alors, comment peuvent-ils résoudre un problème dont ils ne savent rien? », S'interroge-t-il.*

*« Niat a le droit de dire ce qu'il veut; après tout, il s'agit simplement de sa position et de celle du RDPC », ajoute-il.*

Le parlementaire SDF déclare qu'ils se réuniraient dans les jours à venir pour définir une position commune après avoir étudié la résolution du Parlement européen sur le Cameroun et

le texte contraire signé par le président du Sénat

Rappelons que le président du Sénat camerounais, Marcel Niat Njifenji s'est insurgé, dans un communiqué rendu public le 20 avril 2019, contre les affirmations contenues dans la résolution du Parlement européen du 18 avril 2019 [(2019/2691(RSP)] sur le Cameroun.

Le parlement de l'Union européenne, comme d'ailleurs certaines ONG, est resté sur une position d'accusations portées sur les autorités camerounaises et les forces de défense sur la crise qui fragilise les deux régions anglophones du Cameroun.

L'Union européenne à également condamner l'emprisonnement des opposants politiques dont Maurice Kamto et ses partisans.

Dans une réponse du berger à la bergère, Marcel Niat Njifenji est monté au créneau pour fortement fustiger les allégations du Parlement européen en rapport avec la situation socio-politique que traverse le Cameroun

*«Le Sénat de la République du Cameroun, tout en dénonçant la campagne de dénigrement dont notre pays est l'objet, en appelle à la compréhension de ses partenaires de l'Union européenne, plus particulièrement ceux qui, comme le Cameroun, ont été ou sont confrontés à la menace séparatiste et/ou aux violences terroristes qui affectent le quotidien des populations »*, écrit le président de la chambre haute du parlement camerounais.